

# Le MR votera contre le projet de scission de l'école officielle

## ENSEIGNEMENT La « charpente » du Pacte d'excellence mise en branle par le MR au Parlement

**S**urprise générale ce matin : le MR affirme qu'il votera contre le projet de scission « Pouvoir organisateur-Pouvoir régulateur » de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). L'annonce arrive pourtant après de longues négociations avec la majorité PS-CDH. La forme que prendrait le futur pouvoir organisateur pose problème au parti qui y voit un « mastodonte » administratif. Pour mémoire, dans le cadre de sa réforme de la gouvernance de l'école, la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) a initié une série de décrets qui nécessitent d'assurer l'impartialité de son propre rôle. L'autorité organise encore aujourd'hui à la fois son propre enseignement – le réseau officiel – tout en régulant les autres acteurs. Le Pacte prévoit que chaque établissement devra signer un « contrat d'objectif » avec l'autorité régulatrice. Impossible pour les écoles officielles de signer un contrat avec elles-mêmes...

« Le gouvernement présentait ce texte

*comme une des conditions fondamentales à une série d'autres, explique Joseph Thonon, président de la CGSP-Enseignement. Sans cette charpente, le Pacte paraît remis en question. Lorsque le Parlement a voté les décrets sur les plans de pilotage des établissements, sur la signature de contrats d'objectifs et sur la désignation de délégués à ces contrats, il y avait une condition à leur application. Celle que la séparation entre pouvoir organisateur et pouvoir régulateur soit effective. Résultat ? Les décrets votés sont maintenant inapplicables. »* Même son de cloche du côté de la CSC-Enseignement : « C'est une pierre angulaire qui est affaiblie, mettant tout le calendrier du Pacte en panne. »

### « Ouverts à la discussion »

Le gouvernement avait besoin de deux-tiers des votes du parlement, d'où l'importance du positionnement du MR. « Cela fait cinq mois que nous sommes en

*discussion, explique la cheffe de groupe au parlement, Françoise Bertiaux. Même si nous avons fait des avancées, nous allons voter contre. Nous avons toujours été très clairs sur ce quoi nous butions : le "mastodonte" que nous propose le gouvernement est irrecevable tel quel. Nous restons pourtant favorables à la scission, sur le principe politique. »* Le projet était en effet compris dans le programme du parti libéral. Ce que reproche le parti : 80 personnes à engager, soit un total de 560 équivalents temps plein pour gérer l'enseignement officiel qui représente environ 15 % d'élèves en FWB. « Nous comptons prouver que ce "mastodonte" n'existe pas, explique le cabinet de la ministre Marie-Martine Schyns (CDH). Nous sommes ouverts à la discussion et comptons sur le travail parlementaire et les amendements pour avancer. » La ministre entend toujours déposer le texte ce mercredi au parlement. ■

**MARIE THIEFFRY**